

# SYNTHESE DEBAT UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium du Palais Brongniart

**Animateur** Christian Sautter (France Active)

**Intervenants :** Jean-Louis Bancel (Crédit Coopératif), Catherine Barbaroux (Adie), Alain Bernard (Secours Catholique), Philippe Cacciabue (Terre & Liens), Anne-Sophie Casteigt (Ile-de-France Active), Pascal Canfin (Finance Watch), Thomas Coutrot (ATTAC), Jean-Marc de Boni (La Nef), Augustin de Romanet (CDC), Sophie Des Mazery (Finansol), François de Witt (Finansol), Jean-Michel Lécuyer (France Active), Kent Hudson (Khent), Sylvie Mayer (AP2E), Françoise Revellat (Cigales-Garrigues)

**Pour conjuguer finance et solidarité, pour une réappropriation de la finance et de l'économie par les citoyens pour donner du sens à son argent, des voix se font entendre et des initiatives existent.**

## ARCHITECTURE DU DEBAT

1 / L'argent comme un outil au service du développement humain et non comme une fin en soi

2/ Un accès aux services bancaires et financiers doit être un droit essentiel sans discrimination pour les personnes comme les territoires

3/ Propriétaire de mon argent et responsable de son utilisation : transparence, démocratie des circuits financiers

4/ Pour le développement d'une épargne citoyenne et solidaire à la mesure des enjeux de l'ESS

## FINANCE

1 / L'argent comme un outil au service du développement humain et non comme une fin en soi

Sophie des Mazery (Finansol), Jean-Louis Bancel (Crédit Coopératif), Pascal Canfin (Finance Watch), Jean-Marc de Boni (La Nef), Thomas Coutrot (ATTAC)

*Présentation Sophie Desmazerie : (cf diaporama)*

### Pascal Canfin

Le lobbying financier existe mais il n'y a pas en face de contre-pouvoir de la société civile au monopole de l'industrie bancaire et financière. Un appel a été lancé pour constituer ce contre-pouvoir avec des experts qualifiés pour faire de la contre-expertise indépendante, du contre lobbying et de la capacité à communiquer pour faire vivre ce débat public.

*Pascal Canfin* souhaite casser le monopole de l'industrie financière. Il est possible de suivre l'initiative sur le site : [www.finance-watch.org](http://www.finance-watch.org)

### Jean-Marc de Boni

*Jean-Marc de Boni* est très heureux de voir que l'indignation contre la finance folle est reprise ; le comportement fou est à l'œuvre aussi sur les matières premières alimentaires. Il est important de lutte contre la finance folle qui ne sert plus les besoins humains et qui menace les générations à venir.

Il y a une obligation à nous tourner vers d'autres moyens pour financer d'autres formes de programmes. D'où la création d'une banque éthique en France et en Europe pour fédérer l'ensemble des banques éthiques d'Europe. Une banque éthique est transparente sur ses flux et sur l'utilisation de l'argent, sur la gouvernance de la banque. Elle laisse le choix aux épargnants de l'orientation de l'utilisation de leur argent. Il souhaite que la NEF devienne une banque autonome.

# FINANCE

### Thomas Coutrot (ATTAC)

Un mouvement social en alternative aux idées libérales se construit à travers les Etats généraux de l'ESS. La finance folle organisée par les politiques publiques, par la libéralisation financière existe depuis plus de 25 ans. La finance a colonisé les politiques publiques qui ne pensent plus en dehors des intérêts de la finance. Il y a fusion intellectuelle et physique entre les administrations et les responsables des institutions financières. D'où l'absence de réelle volonté politique à faire changer les choses. La crise financière s'est retournée contre la politique sociale et des plans d'austérités s'imposent et la société n'acceptera pas que l'on se retourne sur les acquis de la société.

Une nouvelle crise va avoir lieu et elle sera plus grave car les Etats ne sont plus en mesure de servir de filet de protection. Des problèmes fondamentaux sur l'organisation sociale des Etats sera posée.

**Panorama des Etats généraux de l'ESS**  
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris  
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé



# SYNTHESE DEBAT

## UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium du Palais Brongniart

### Thomas Coutrot (ATTAC)

D'où l'importance de créer de nouvelles façon de financer des solutions autres. Mais que deviendront les banques ? **ATTAC** lance une campagne « *A nous les banques* » pour les pousser à plus de transparence dans leurs attitudes sur les marchés et l'impact environnemental de leurs décisions dans leurs activités de financement de projets qu'ils financent.

La campagne reçoit un très bon accueil des citoyens et de nombreuses réponses des banques. C'est une démarche citoyenne de réflexion sur ce que devrait être une banque qui fonctionne au service de la société. Cette démarche avec les citoyens et les banques permettra de préparer les alternatives de demain.

#### Panorama des Etats généraux de l'ESS

17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris

Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

### Jean Louis Bancel (Crédit coopératif)

Le Crédit coopératif travaille à être une banque utile à tous ceux qui créent l'activité sur les territoires à tous ceux qui veulent faire bouger leur monde. Etre banquier c'est être au service de ceux qui font le tissu économique de la société.

*Notre dernière innovation est une contribution volontaire sur les transactions de change pour financer des projets dans les pays en voie de développement.*

Cette contribution (0,01 % des opérations de change) est prise en charge par la banque, elle ne coûte rien aux usagers. Cela représente 100 000 euros.

Il espère que cette initiative fera des émules auprès de ses collègues banquiers. Pour cela il faut la relayer.

### 2 / Un accès aux services bancaires et financiers doit être un droit essentiel sans discrimination pour les personnes comme les territoires

Jean-Michel Lécuyer (France Active), Alain Bernard (Secours Catholique), Catherine Barbaroux (Adie), Kent Hudson (CRA), Anne Sophie Casteigt

### Présentation des propositions par Jean-Michel Lécuyer (cf : diaporama)

### Alain Bernard (secours Catholique)

Il y a exclusion financière sur des territoires, mais aussi en direction des publics. C'est une exclusion du bon usage des produits financiers par rapport aux besoins. Si une banque veut faire de l'accessibilité bancaire, elle aura un désavantage concurrentiel il faut donc une politique d'incitation.

# FINANCE

C'est l'objet du manifeste porté par sur l'initiative du Secours Catholique, par la Croix Rouge et l'Union Nationale des Centres de Communion d'Action Sociale

Ce manifeste dit trois mots : la *transparence*, l'*auto-évaluation* des banques sur leurs pratiques, la *certification* à partir d'indicateurs.

*Incitation* : certification rendue publique, lorsqu'une collectivité publique lance un appel d'offre ; ce serait privilégier les banques qui ont un bon niveau d'évaluation.

*Alain Bernard* Souhaite faire évoluer les fonds de cohésion sociale. La loi est le meilleur vecteur sur les grands principes du manifeste. Pour ce faire, il compte créer des alliances pour porter le plaidoyer.



# SYNTHESE DEBAT

## UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium du Palais Brongniart

### Anne Sophie Gasteigt (France Active)

**Avoir accès au service bancaire en se plaçant en tant qu'acteur de l'économie.** Tout porteur de projet doit avoir accès au crédit bancaire. Face à un cercle vicieux où l'exclusion sociale génère l'exclusion bancaire et la possibilité d'obtenir des prêts bancaires lorsque la personne a un projet pour s'en sortir.

### France active a fait un double pari :

- les chômeurs peuvent être des chefs d'entreprise.
- Les banques sont capables de faire leur métier et financer leur projet ; crée le micro crédit bancaire garanti avec 4 acteurs le créateur L'entreprise, la banque fait le micro crédit, France active sert de courroie de transmission en se portant garant du projet (viabilité plus caution) et pouvoirs publics qui financent l'accompagnement de l'entreprise.

**Triple impact positif :** Pour le créateur, pour les banques qui récupèrent un bon public, pour les pouvoirs publics car une personne prise en charge par la société devient un acteur. Cela démontre du potentiel de l'ESS pour faire évoluer vers une autre économie.

### Catherine Barbaroux (ADIE)

**Adie** fait des prêts directs auprès de personnes qui n'ont pas de bancarisation ; 12 000 micro-crédits l'année dernière avec des taux de réussite de 69 % de pérennité à 2 ans.

### Comment aller plus loin ?

Catherine Barbaroux a personnellement beaucoup bataillé auprès du ministère du travail pour faire évoluer les choses. Elle s'aperçoit que tout le monde est conscient qu'il faut changer les choses et chacun doit se mettre en mouvement avec des incitations législatives et des rapports de force. On prend bien le sujet si l'on montre que l'on a besoin d'une ingénierie collective.

La caisse des dépôts est centrale pour une logique territoriale et sociale. Toutes les banques mutualistes devraient être attachées à leur identité. Il faut que tout le système bouge; pourquoi est-il si difficile de faire du crédit sur tous les quartiers difficiles ?

Il faut travailler la proximité avec les grands réseaux sociaux qui connaissent ces populations.

Nous ne pouvons être dans le modèle économique des banques. Nos 1 700 bénévoles changent notre modèle économique qui nous permet de faire cet accompagnement individuel.

Il faut un système d'inclusion financière avec une gamme d'outils pour les ayants droits, 150 000 personnes devraient bénéficier de nos appuis et nous ne les touchant pas tous il nous faut tous les acteurs pour amplifier ce cercle vertueux.

# FINANCE

### Kent Hudson (CRA)

**Le CRA (COMMUNITY REINVESTMENT ACT)** donne la possibilité d'évaluer le potentiel en matière de développement du territoire dès lors que l'on adopte une obligation pour les banques de produire d'une manière non discriminatoire sur chaque territoire.

Il met en place un mécanisme d'évaluation qualitative régulière des banques en relation avec nos collègues de l'épargne. Cette notation des banques est faite en prenant en compte les remarques, critiques et commentaires qui sont faits non pas seulement par les usagers des banques, mais également par les associations, les entreprises, les différents acteurs et l'ESS locale qui participent dans l'évaluation.

Leur point de vue rentre dans un dialogue, une sorte de triangle entre le régulateur fiduciaire national de la banque sur le plan financier, les banques elles-mêmes, et différentes émanations du pouvoir démocratique local, y compris les élus dans bien des cas, négocient ce que vont faire les banques.

**Panorama des Etats généraux de l'ESS**  
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris  
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé



# SYNTHESE DEBAT

## UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE

### EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium du Palais Brongniart

Depuis 35 ans plus 1400 milliards de dollars de crédits et de services bancaires ont été ainsi canalisés vers les territoires et les populations défavorisés pour promouvoir le développement local . Il y a plus de 6000 ONG, associations, entreprises ESS autour de l'action financière qui sont auto financées par les banques. Il n'y pas de raison de ne pas faire ce genre de progrès assez rapide en France qui peut sûrement décupler le montant des investissements privés qui vont pour les petits entrepreneurs et notamment autour des TPME en France .

## ECHANGES AVEC LA SALLE

- Quels sont les facteurs qui permettent que cela réussisse ? Donc quelle est le mécanisme de contrôle pour que ceux qui ont une valeur de l'économie sociale puissent l'appliquer ?
- Comment faire pour que ceux-là qui ont des valeurs, qui ont des moyens considérables puissent les mettre dans la réussite que nous souhaitons tous ce soir.
- Comment rendre transparentes les banques mutualistes qui ont une jolie façade ?
- Comment passer de la cuillère à soupe à la louche ?

FINANCE

## REponses

**Jean-Louis Bancel :**

D'abord en les mettant dans le bon camp. Il ne faut pas ostraciser, il faut redonner une fierté coopérative aux banques, et aux mutuelles et après, il faut un effet de tenailles entre les sociétaires, les clients.

**Pascal Canfin :**

Malheureusement, je souscris aux propos tenus sous une forme de défaillance d'un certain nombre d'opérateurs bancaires de l'économie sociale dont on aurait pu attendre autre chose après la crise.

La question du financement des investissements est nécessaire. On a aujourd'hui par exemple au travers des assurances-vie une manne extraordinaire d'épargne et on pourrait tout à fait imaginer flécher une partie de cette épargne vers des investissements nécessaires à la conversion écologique, nécessaires au développement des micros-crédits et c'est pareil pour le livret A, modèle extraordinaire que beaucoup de pays en Europe nous envie, justement il permet un financement du logement social via notamment la Caisse des dépôts de façon dés-intermédiée des systèmes financiers. je pense que l'on a comme responsabilité de mettre en œuvre des réformes financières en France comme en Europe qui permettent justement de flécher directement l'épargne vers des projets.

**Kent Hudson :**

Pour prendre l'exemple du contrôle mis en place par le CRA sur ces questions-là, le reporting statistique complètement détaillé sur la production de chaque banque permet au citoyen de comparer chaque banque sur les actions, sur chaque territoire.

# FINANCE

**Thomas Coutrot :**

Il faut retirer aux banques le monopole du financement des Etats. On ne peut plus continuer avec ce système où les Etats sont obligés de se financer auprès des banques commerciales et des banques privées dans les conditions que l'on connaît aujourd'hui . Il faut une réforme de la BCE, une réforme des traités européens pour permettre une monétarisation des déficits. Que les banques européennes puissent prêter aux Etats quand ils ont des déficits conjoncturels, c'est quelque chose que l'on va devoir rapidement mettre sur la table. On ne peut pas continuer dans cette situation.

**Pascal Canfin :**

Je pense que si l'on part du principe que l'on veut diminuer le déficit, les investissements à travers une mobilisation, un fléchage de l'épargne il peut y avoir un rôle politique pour le monétaire qu'on débat régulièrement ensemble avec Thomas Coutrot mais je pense que la réalité aujourd'hui c'est que l'immense déficit public est lié à un déficit de collecte d'impôts et que si l'on revenait au taux de l'an 2000 on aurait une collecte supplémentaire d'impôt pour l'Etat autour de 80 milliards d'euros. Sachant que le déficit est à 120 milliards d'euros on aurait réglé une grande partie du problème. On a besoin en tant que responsable politique dans la société civile d'acteurs sociaux qui portent aussi ce discours de consentement à l'impôt pour des dépenses utiles, pour réduire le déficit et pour financer les investissements dont on a besoin.

# SYNTHESE DEBAT

## UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE

### EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium du Palais Brongniart

### 3/ Propriétaire de mon argent et responsable de son utilisation : transparence, démocratie des circuits financiers

Sylvie Mayer (AP2E), Philippe Cacciabue (Terre & Liens), Françoise Revellat (Cigales-Garrigues)

Synthèse par Sophie Desmazery de finansol (cf diaporama)

#### Sylvie Mayer (AP2E)

Sylvie Mayer présente une 4ème campagne proposée par AP2E:

Citoyens économiques, plus nombreux aux assemblées générales de nos coopératives, et mutuelles banques assurances.

D'abord un constat : en France, nous avons 60 % des dépôts qui sont dans des mutuelles et coopératives bancaires. Donc premières institutions financières à peser sur l'économie dans notre pays.

Panorama des Etats généraux de l'ESS  
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris  
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé



A partir de là, nous avons organisé depuis 4 ans une *campagne* qui a mené à 10 propositions en trois thèmes :

1) La démocratie participative c'est d'abord qu'il y ait une réelle représentation des sociétaires dans les organes et notamment l'organe central de la banque, l'idée d'un référendum coopératif sur les décisions stratégiques, l'idée d'un observatoire de gouvernance qui permet d'avoir de la transparence sur la façon dont agissent ces banques, puis nous pensons qu'il faut une vraie campagne électorale pour l'élection des CA et non pas des cooptations comme c'est aujourd'hui le cas.

2) Il faut aller vers une économie équitable par exemple que les banques aient des obligations d'investissement socio environnementaux solidaires et équitables.

3) Une gouvernance plus coopérative et mutualiste, que la loi soit appliquée à toutes les structures, que les rémunérations soient limitées. Limiter le cumul des mandats, et une mise en place de la parité qui est désormais dans la loi.

# FINANCE

Cette campagne s'est organisée en 4 temps forts :

- des assemblées générales d'abord : nous avons investi les assemblées générales pour poser un certain nombre de questions (quel soutien financier local, quels apports au programme des logements sociaux, qu'en est-il des frais bancaires, comment agir face au surendettement, quelle parité dans vos organes de décisions, etc... ).

- Obtenir un label et un prud'homme de la médiation avec des vrais médiateurs indépendants et ayant des moyens, une réglementation européenne sur l'indépendance de la médiation et une véritable co médiation entre la banque et le consommateur.

- Nous avons créé des indicateurs : un indicateur entre l'investissement local des dépôts, un rapport entre le crédit et le dépôt.

- L'étude comparative que l'on a fait sur l'ensemble des banques, cumul des mandats, électifs et représentatifs la parité hommes/femmes et cumul de mandats. Vous pouvez retrouver tous ces chiffres sur le site [www.ap2e.fr](http://www.ap2e.fr)

Nous allons vers une 5ème campagne pour reconquérir notre pouvoir de sociétaire et faire en sorte que la banque assurance coopérative et mutuelle avec ses élus, ses salariés, ses sociétaires reprenne toute sa place par des pratiques renouvelées dans la famille de l'ESS, et contribue ainsi à l'alternative.

# SYNTHESE DEBAT UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium du Palais  
Brongniart

## Jean-Louis Bancel

Il faut que le client sociétaire soit au début et à la fin de la chaîne. Il ne faut pas limiter la place du sociétaire simplement à une fonction de contrôle. C'est d'abord une fonction de propositions, d'impulsion, d'orientation, d'expression de ses besoins et de ses choix. Il appartient aux sociétaires et les clients de peupler les CA.

Il faut rendre des comptes et pas simplement des comptes une fois par an, il faut le faire à l'AG, mais il faut d'abord qu'il y ait des sujets très importants à traiter à l'AG, c'est toujours donner le pouvoir d'interpellation.

## Transparence

Nous avons fait cette année au Crédit Coopératif une étape importante dans notre rapport coopératif : nous avons publié un tableau qui explique d'où vient l'argent qui est géré par le crédit coopératif, de ses clientèles, à qui il est prêté...

FINANCE

Tout ce qui est entrain de se passer, c'est très important, parce que c'est cette capacité à agir, parce qu'avant d'en être réduit à voter avec ses pieds, il faut si possible utiliser à fond son pouvoir de décision, d'orientation, y compris en interpellant les dirigeants et y compris les salariés. Il faut que cette interpellation, cette démocratie ait lieu au plus près du terrain dans les caisses, les agences, structures locales. Nous, crédit coopératif, nous avons donc monté des conseils d'agences et des comités de régions pour que périodiquement ce pouvoir d'initiation et de contrôle ait lieu.

## Françoise REVELLAT

Françoise REVELLAT présente deux exemples, deux outils d'épargne et d'investissement solidaire et citoyen que sont les CIGALES & Garrigues qui est une coopérative de capital risque.

- Les cigales (Clubs d'Investisseur pour une Gestion Alternative de l'Economie Solidaire)

Panorama des Etats généraux de l'ESS  
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris

Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé



# FINANCE

Ce sont des clubs de citoyens qui veulent finalement donner du sens à leur argent, et savoir où va cet argent.

Ces clubs sont sous forme d'indivision volontaire sur le plan juridique. C'est un statut inspiré des clubs d'investisseurs boursiers. Nous avons donc 20 personnes qui épargnent tous les mois et qui vont investir ces sommes dans des entreprises. Ce sont plutôt des TPE en démarrage, en sachant que nous investissons uniquement en capital dans des sociétés,

Les **CIGALES** sont aussi une façon pour les épargnants de se réapproprier leur argent, de comprendre un peu mieux les mécanismes financiers et de diffuser les valeurs de la finance responsable au-delà d'un cercle d'experts financiers.

Nous avons aussi un rôle d'accompagnement auprès des chefs d'entreprises qui sont souvent un peu seuls face à leur difficulté.

# SYNTHESE DEBAT

## UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE

### EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011 - Grand Auditorium du Palais Brongniart

**Françoise REVELLAT**

Deuxième outil :

**Garrigues** créé au départ devant un constat évident de la faiblesse des sommes investies par les Cigales et de la nécessité de pouvoir investir des montants plus importants.

Garrigues est une société coopérative - une SA dirigée par un directoire, un conseil de surveillance et qui investit dans les mêmes entreprises que les CIGALES.

Garrigues investit sur des montants plus importants, des dizaines de milliers d'euros. Pour GARRIGUES la part est à 77 euros. Ce sont les membres qui gardent la maîtrise sur Garrigues.

**Quelques chiffres** : pour les CIGALES c'est aujourd'hui 1700 épargnants qui sont pour l'essentiel des bénévoles, il y a seulement 10 salariés sur la France et à peu près depuis le démarrage. 600 entreprises financées : des petits projets effectivement.

FINANCE

La question qui est un peu au cœur de ces débats, c'est le problème du changement d'échelle c'est-à-dire que ce sont des initiatives locales.

Le problème, c'est comment on peut financer des montants plus importants pour avoir un impact social réel.

Comment le faire sans perdre son âme, sans perdre en transparence, sans s'éloigner des critères de départ et des choix philosophiques de départ ?

Comment drainer aussi l'épargne des citoyens dans ce genre d'outil qui par définition ont une rentabilité quand même faible ?

Les **Cigales & Garrigues** ont été au démarrage d'entreprises qui sont aujourd'hui des entreprises un peu fleures de l'ESS. Il y a un certain nombre de biocoop, il y a **Art De Laine** qui est une entreprise emblématique « **remonter la filière laine dans l'Ardèche** », et pour les Parisiens il y a des structures comme « **Farine et vous** », **plateau cacao**, etc...

**Panorama des Etats généraux de l'ESS**  
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris  
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé



# FINANCE

#### 4/ Pour le développement d'une épargne citoyenne et solidaire à la mesure des enjeux de l'ESS

Jean-Michel Lécuyer (France Active), Philippe Cacciabue (Terre & Liens), François de Witt (Finansol)

Présentation par Jean-Michel Lécuyer. (cf : diaporama)

#### Philippe Cacciabue (Terre & Liens)

Notre indignation est simple. Un bien commun qui est la Terre est devenu une valeur immobilière de placements, spéculative et ça, ce n'est pas possible d'accepter cette transformation. La terre, c'est juste quelques centimètres de sol fertile, qui représente peu de surface du globe, c'est 11 % simplement qui nous fait vivre, qui nous fait manger, qui nous vêtis et qui nous soignent depuis des millénaires. Il est évident que ce trésor est à partager, et il s'est passé une chose qui nous indigne, c'est que cette terre là à d'abord été privatisée, puis marchandisée, puis accaparée.

Les conséquences sont dramatiques.

# SYNTHESE DEBAT UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011- Grand Auditorium du Palais Brongniart

## Philippe Cacciabue

En France il est de plus en plus difficile de devenir paysan si on n'est pas fils de paysan.

La terre se dérobe sous nos pieds parce que nous avons des modes de vivre et des modes d'habiter qui entraînent une urbanisation croissante et artificielle de l'utilisation des sols. 1300ha par semaine sont bétonnés et bitumés en France : la surface de Paris tous les deux mois! Cela va vite et dans les pays du tiers monde c'est encore pire et ça s'accélère.

La politique agricole commune, qui pousse les agriculteurs à avoir toujours plus de surface parce que c'est comme cela qu'on a toujours plus « de primes » et que l'on rentabilise les gros équipements. Il a fallu réagir et notre manière de résister à **Terres de liens** a été de créer il y a 15 ans une dynamique qui a associé des mouvements paysans bio dynamiques avec **NEF** et des réseaux d'éducation populaire pour créer **Terre de liens** avec deux pieds : *un pied pour penser et un pied pour agir.*

FINANCE

*Le pied pour penser* est un réseau associatif qui s'appelle les associations **Terre de liens** qui va avoir pour objet de mettre en débat sur l'agenda politique, local et national la question de la relation à la terre : poser la question que personne ne pose « *à qui appartient la terre ?* ».

Les outils, ce sont une fondation Terre de liens, une foncière Terre de liens qui va collecter de l'épargne pour acheter des fermes et les louer à des paysans.

2 principes :

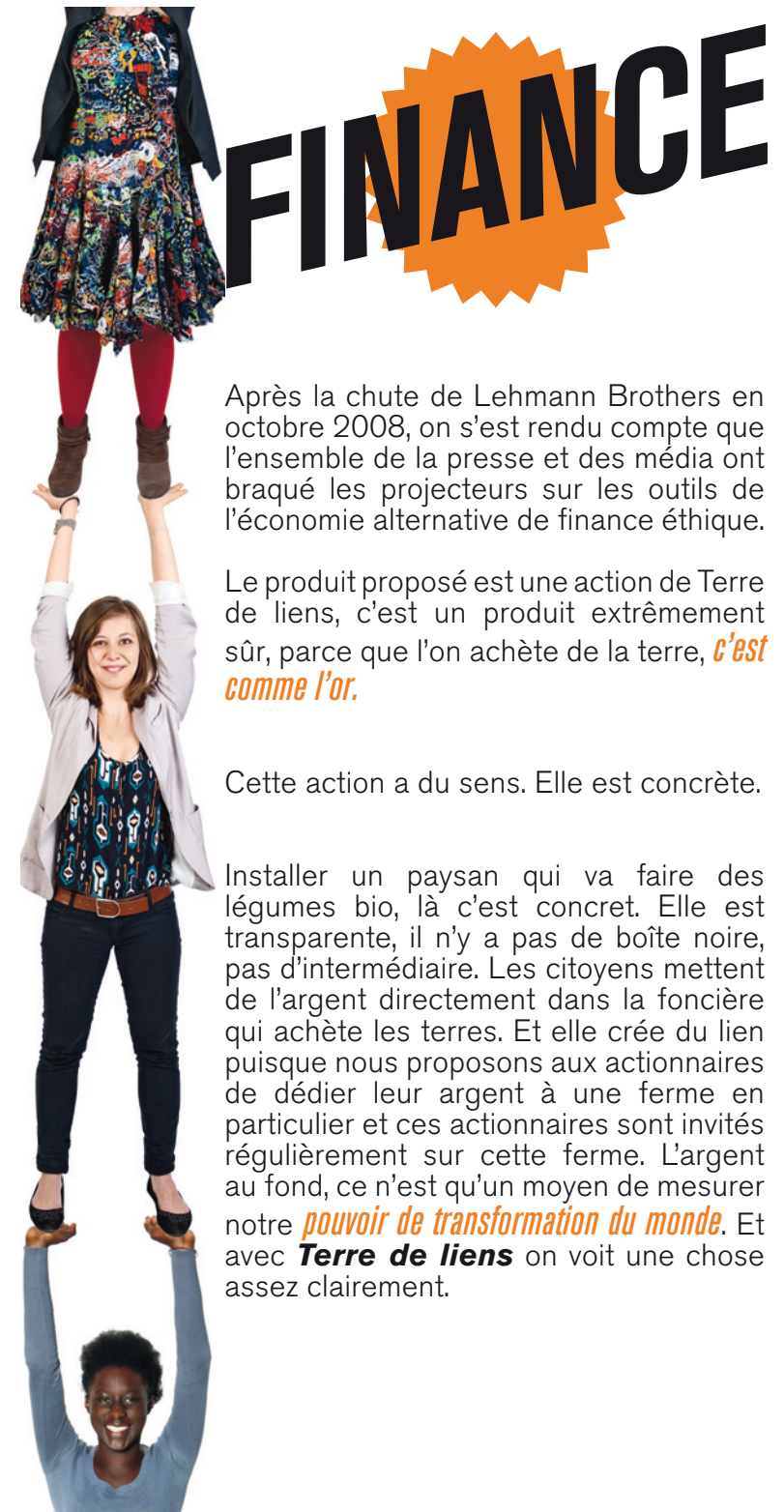
- l'implication des citoyens pour sortir de l'impasse « public/privé » et les pouvoirs publics et les organismes privés qui ont échoué à partager la terre. Il faut que les citoyens reprennent en main cette question-là.

- il faut utiliser de l'argent car la terre coûte très cher, mais cet argent-là doit rester un moyen.

On a signé la 19ème association régionale et nous avons 2 000 bénévoles en France qui travaillent sur tous les territoires. La fondation est créée avec 1 million d'euros de dotations, 1 000 donateurs et différentes donations. Et la foncière a collecté 21 millions d'euros, elle a acheté 55 fermes en 2000ha, installé 200 paysans.

**Panorama des Etats généraux de l'ESS  
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris**

*Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé*



Après la chute de Lehmann Brothers en octobre 2008, on s'est rendu compte que l'ensemble de la presse et des médias ont braqué les projecteurs sur les outils de l'économie alternative de finance éthique.

Le produit proposé est une action de Terre de liens, c'est un produit extrêmement sûr, parce que l'on achète de la terre, *c'est comme l'or.*

Cette action a du sens. Elle est concrète.

Installer un paysan qui va faire des légumes bio, là c'est concret. Elle est transparente, il n'y a pas de boîte noire, pas d'intermédiaire. Les citoyens mettent de l'argent directement dans la foncière qui achète les terres. Et elle crée du lien puisque nous proposons aux actionnaires de dédier leur argent à une ferme en particulier et ces actionnaires sont invités régulièrement sur cette ferme. L'argent au fond, ce n'est qu'un moyen de mesurer notre *pouvoir de transformation du monde.* Et avec **Terre de liens** on voit une chose assez clairement.



# SYNTHESE DEBAT

## UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE

### EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011- Grand Auditorium du Palais Brongniart

**François de Witt**

*La créativité financière est sans limite.*

On a vu les dégâts qu'elle provoque quand elle est mal inspirée mais cela veut dire que dans notre univers on peut encore faire plein de choses que l'on n'a pas fait: à **Finansol** nous avons déjà 120 produits labellisés. Il ya 4 ans, il y en avait 60.

Cela prouve déjà que cela se développe dans des directions les plus variées. Terre de liens était certainement l'un des projets les plus originaux que l'on a eu à accueillir mais il n'y a pas que ça et la variété de ces projets montre bien la richesse de créativité que l'on peut avoir dans ce domaine.

-----  
**Panorama des Etats généraux de l'ESS**  
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris  
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

FINANCE

Exemple insolite qui va vous sortir du champ de l'ESS :

Je suis allé à Londres pour rencontrer un homme qui est fascinant, *Ronald Cohen* qui est à l'origine un Capital risker, il a même créé un des plus grands fonds capital risque au monde qui s'appelle APAX PARTNERS.

Il a créé plusieurs fonds pour investir dans les quartiers du Royaume-Uni les plus défavorisés, les 25 % de gens qui sont les plus pauvres, les plus mal-logés.

Il a créé des fonds qui ont plusieurs milliers de livres ou d'euros de capital aujourd'hui. Il a provoqué la création d'une banque qui va prendre des actifs qui sont abandonnés et qui sont confiés aujourd'hui à la Caisse des dépôts, une *banque éthique qui va investir dans les projets solidaires.*

*Barack Obama* a créé un fonds de 600 millions de dollars pour investir dans des activités à fort impact social.

Un autre exemple extraordinaire : les Californiens vont voter un statut de société d'une compagnie aux objectifs multiples. Ces compagnies-là auront le droit de ne pas chercher le profit maximum.



# FINANCE

Comment peut-on développer des activités à forte implication, à forte utilité sociale et environnementale qui est l'objet fondamental de Finansol ?

*Il y a un certain nombre de personnes qui sont prêts à s'investir dans le solidaire* même si cela rapporte moins, mais il faut que cela rapporte quelque chose. Donc nous sommes confrontés à un sujet intéressant de réflexion qui est « comment générer des produits solidaires qui soient rentabilisés », quand Philippe CASSABU parle de suivre l'inflation, c'est une bonne idée.

# SYNTHESE DEBAT UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011- Grand Auditorium du Palais Brongniart

## CONCLUSION - Augustin de Romanet

C'est une gageure de vouloir conclure des Etats généraux aussi riches dans la mesure où finalement ce que vous avez tous exprimé, qu'il s'agisse de l'entreprise, qu'il s'agisse de la finance, c'est que l'on ne doit jamais considérer que toutes ces choses-là ont une âme et les instrumentaliser au détriment des humains.

C'est la leçon principale que l'on va pouvoir dégager des débats de ce matin : c'est que de la même façon que l'ESS s'intéresse aux entreprises sociales, elle doit aussi s'occuper de la finance sociale et ce qui s'est passé depuis quelques années a montré que *la finance avait été instrumentalisée au service d'un tout petit nombre.*

Ce débat est très intéressant parce qu'il montre aussi que l'ESS se trouve entre les intérêts privés de la société bureaucratique et de l'Etat providence qui a mal tourné, il y a la place pour quelque chose qui ressemble au développement durable et qui ne peut être promu que par les initiatives des individus qui sont dans la proximité pour voir comment vont les autres individus.

## FINANCE

Une des leçons qui vient des débats c'est la nécessité de la proximité et c'est vrai que lorsque l'on a créé le fonds de cohésion sociale avec Jean-Louis Borloo en 2005, on l'a fait exclusivement parce que nous avons constaté les succès des initiatives de l'ESS.

Je me souviens très bien un jour, François Xavier Bordeaux était venu m'expliquer pourquoi et comment la caisse de crédit local de Bordeaux rendait des services en donnant des micro-crédits pour permettre à des personnes, pour chercher un travail, de s'acheter des lentilles de contact pour voir, ou se refaire faire les dents pour ne pas être honteux devant un employeur potentiel. *Ces quelques centaines d'euros suffisaient parfois à rendre employables des personnes et donc à changer leur vie.*

La Caisse des dépôts, dans tout cela vient rendre le témoignage de ce qu'une finance peut être au service des humains quand on est contrôlé par ces mêmes humains. Et dans la mesure où notre mission c'est comme le dit la loi, *l'intérêt général et développement économique*, nous sommes très engagés dans le soutien de l'ESS.

L'ESS est le seul domaine dans lequel la Caisse des dépôts n'hésite pas à être subventionneur, ce qu'elle ne fait pas habituellement, nous sommes normalement un investisseur.

Mais il existe une petite poche originale chez nous, que je revendique d'ailleurs, qui est le financement des Dispositifs Locaux d'Accompagnement, le financement des réseaux d'aide à la création d'entreprises, on a parlé de l'ADIE, de France Active, France Initiatives, les Boutiques de Gestion...et je crois qu'il est crucial que tous ces réseaux quels qu'ils soient, sachent qu'à la Caisse des dépôts, il existe un financeur qui est indépendant des régulations budgétaires ou des nécessaires restrictions des dépenses publiques qui vont survenir dans les années qui viennent.

# FINANCE

Nous sommes aujourd'hui dans cette situation du constat que l'argent doit être utilisé pas uniquement pour être injecté dans les circuits dans lesquels des citoyens ou des financiers prennent leur dû.

L'exemple récent du Livret A était exemplaire une épargne solidaire. C'est de l'argent déposé par les Français dans un établissement financier avec la garantie de l'Etat et nous gérons cet argent sans aucun bénéfice pour notre propre compte au profit d'emplois d'intérêt général (logement social, hôpitaux, universités)

Et c'est vrai que le fait de pouvoir prêter sur tout le territoire au même taux à tous les organismes de logement social a été je crois un effet d'amortisseur considérable de la crise, puisqu'en plein cœur de la crise, au milieu 2009 vous avez observé que dans de nombreuses régions, le bâtiment des travaux publics n'a pas cessé de fonctionner alors qu'il était en surchauffe avant la crise prenant un certain nombre de contrats privés, alors que les organismes d'HLM ne pouvaient plus trouver des BTP pour construire des logements sociaux. Le jour où la crise est survenue, les entrepreneurs de logement social ont pu redoubler d'énergie, pour construire des logements sociaux puisque les financements étaient toujours là.

Je crois que nous sommes à un tournant de l'économie et sans doute à un tournant séculaire ; Ce qui me conduit à dire que toutes les initiatives qui sont prises aujourd'hui par vos Etats généraux, ne sont non seulement précieuses pour rendre plus humaine la finance au sein de nos Etats, à l'intérieur de nos économies domestiques, mais elles sont aussi une démarche qui va être extraordinairement importante pour les années qui vont venir afin que nous citoyens ne soyons pas dépossédés d'une faculté de régulation de la finance mondiale.

# SYNTHESE DEBAT UNE AUTRE APPROCHE DE LA FINANCE EST-ELLE POSSIBLE ?

Samedi 18 juin 2011- Grand Auditorium du Palais Brongniart

## CONCLUSION (suite)

Augustin de Romanet

5 points dans les propositions qui ont été faites par ces Etats généraux :

▪ **Des citoyens plus actifs à propos de leur propre finance**, alors je dis 100 fois oui à la proposition de notre ami député européen qui a présenté Finances WATCH, je pense que l'idée de la finance soit être réservée aux personnes qui ont travaillé dans des banques d'investissement est insupportable.

▪ **Les institutions financières plus transparentes** : j'étais particulièrement intéressé par la présentation de Monsieur Bernard et du CRA.

-----  
**Panorama des Etats généraux de l'ESS**  
17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris  
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

FINANCE

▪ **Des logiques de régulation renforcées** notamment pour le micro crédit et par les clubs d'investissements CIGALES.

▪ **Le tissu de relation et le tissu de services** qui sont rendus par tous les micros crédits est précieux dans notre pays.

▪ La Caisse des dépôts a obtenu la gestion pour le compte de l'Etat de 100 millions pour ce domaine d'activités ; le défi que nous avons aujourd'hui est celui de **bien utiliser cet argent.**

Nous sommes très à l'affût des innovations sociales et à l'affût de toutes les initiatives quelles qu'elles soient qui pourraient nous permettre dans le cadre du programme du grand emprunt de l'ESS.



# FINANCE

## IDEES FORTES

▪ Développer l'inclusion bancaire par : la transparence, l'auto évaluation des banques sur leurs pratiques, la certification à partir d'indicateurs.

▪ On a comme responsabilité de mettre en œuvre des réformes financières en France comme en Europe qui permettent justement de flécher directement l'épargne vers des projets.

▪ Il y a 700 mille épargnants solidaires, il y a peut-être 45 ou 50 millions d'épargnants français, on peut encore développer l'épargne solidaire si on tient compte du phénomène européen et si on a un souci de rentabilité.

▪ Il faut que le client sociétaire soit au début et à la fin de la chaîne. Donc c'est un point important, il ne faut pas limiter la place du sociétaire simplement à une fonction de contrôle. C'est d'abord une fonction de propositions, d'impulsion, d'orientation, d'expression de ses besoins et de ses choix.

